Information sur le marché du travail imt en région

L'actualité économique EN ESTRIE

Mai-juin 2012 — 13e année, numéro 6

ENQUÊTE 2011 SUR LES BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA RÉGION DE L'ESTRIE : UN APERÇU DES RÉSULTATS

Par Hubert Létourneau

Une enquête fort utile

L'enquête sur la main-d'œuvre[1] a été réalisée auprès de 1 400 établissements de 5 employés et plus de la région de l'Estrie, au cours de l'automne 2011. Ses résultats permettent de dresser un portrait de la situation en matière de difficultés de recrutement, d'embauches, de besoins de formation de la main-d'œuvre en emploi, de relève de la main-d'œuvre, de personnes immigrantes en emploi, de ressources humaines et de relève d'entreprises. Nous nous attardons sur le premier volet.

Les difficultés de recrutement en Estrie

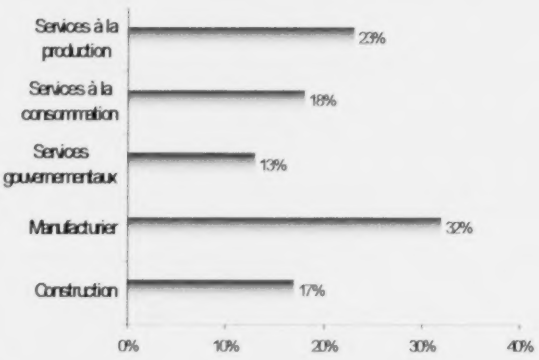
Aux fins de cette enquête, nous avons défini une difficulté de recrutement comme étant *un poste pour lequel il y a eu des activités de recrutement, mais qui est demeuré vacant pour une période d'au moins quatre mois.*

Selon les résultats obtenus, près de 21 % des établissements estriens de 5 employés et plus sondés ont eu des difficultés à recruter au cours de la dernière année. C'est dans la municipalité régionale de comté (MRC) du Val-Saint-François et à Sherbrooke que la part des établissements ayant connu des difficultés de recrutement est la plus faible, soit 14 % et 19 % respectivement. À l'inverse, on observe les plus fortes proportions dans les MRC du Haut-Saint-François (30 %), de Coaticook (26 %) et des Sources (24 %).

Sur le plan sectoriel, on retrouve davantage de difficultés de recrutement dans le secteur manufacturier (32 %), alors que cette part est plus faible dans les services gouvernementaux (13 %) et dans les services à la consommation (18 %).

Mentionnons toutefois que les établissements publics du secteur de la santé et de l'enseignement n'ont pas été sondés lors de l'enquête automnale. Par conséquent, ce retrait a une incidence à la baisse sur le pourcentage d'établissements des services gouvernementaux connaissant des difficultés de recrutement.

Le tableau qui suit met en évidence la proportion des établissements qui ont affirmé avoir eu des difficultés de recrutement au cours des douze derniers mois, par grand secteur d'activité.



Raisons évoquées et niveaux de scolarité liés à des difficultés de recrutement

Dans une forte proportion (81 %) des établissements, le manque de candidats ayant l'expérience professionnelle recherchée a été évoqué pour expliquer les difficultés de recrutement. Sur le territoire de la ville de Sherbrooke, cette proportion s'élève à 86 %. Cette raison revient aussi dans la plupart des secteurs d'activité, à l'exception des services gouvernementaux où seulement 35 % des établissements ont évoqué cette raison.

(suite à la page suivante)

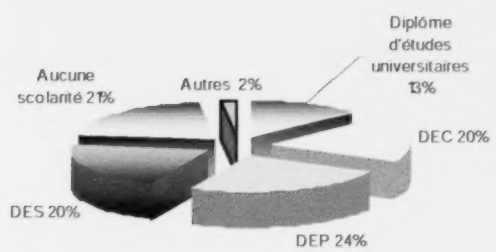
1. L'enquête a été menée par LIC (Liste des industries et commerces) Estrie dont les partenaires sont : Emploi-Québec Estrie, Commerce Sherbrooke, la Maison régionale de l'industrie, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, la Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke et Service Canada.

Dans un établissement sondé sur deux, c'est le manque de candidats ayant le diplôme recherché qui explique les difficultés de recrutement. C'est une proportion qui est d'ailleurs à peu près similaire sur tous les territoires de la région de l'Estrie. Sur le plan sectoriel, les établissements du secteur manufacturier (62 %) et des services gouvernementaux (62 %) ont été plus nombreux à évoquer cette raison.

Par ailleurs, dans 30 % des établissements de l'Estrie, les difficultés de recrutement semblent aussi s'expliquer par leur localisation. Dans ce cas, il n'est pas étonnant d'observer une proportion plus élevée dans les MRC les plus éloignées de Sherbrooke, soit les MRC des Sources (62 %), du Granit (59 %) et de Coaticook (52 %). Encore une fois, le secteur manufacturier est davantage touché par cette réalité (42 %).

D'autres raisons peuvent expliquer les difficultés de recrutement : horaires de travail, manque de candidats ayant les qualités personnelles recherchées et manque de candidats possédant les exigences légales liées à un poste.

Quant au niveau de scolarité exigé pour les professions en difficulté de recrutement, près du quart (24 %) exigent un diplôme d'études professionnelles (DEP), tandis qu'une profession sur cinq (20 %) demande un diplôme d'études collégiales (DEC) ou un diplôme d'études secondaires (DES). À titre de comparaison, selon les perspectives d'emploi par profession, le niveau de compétence technique (généralement un DEP ou un DEC) accaparera près de 40 % de la demande d'expansion régionale de main-d'œuvre sur l'horizon 2011-2015.



Exemples[2] de professions souvent mentionnées dans les difficultés de recrutement

1111	Vérificateurs et comptables
6242	Cuisiniers
6421	Vendeurs et commis-vendeurs – commerce de détail
6641	Serveurs au comptoir, aides de cuisine et personnel assimilé
7231	Machinistes et vérificateurs d'usinage et d'outillage
7242	Électriciens industriels
7265	Soudeurs et opérateurs de machines à souder et à braser
7311	Mécaniciens de chantier et mécaniciens industriels (sauf l'industrie du textile)
7312	Mécaniciens d'équipement lourd
7321	Mécaniciens et réparateurs de véhicules automobiles, de camions et d'autobus
7342	Tailleurs, couturiers, fourreurs et modistes
9451	Opérateurs de machines à coudre industrielles
9511	Opérateurs de machines d'usinage

Une enquête, de nombreuses retombées

Les lignes qui précèdent ne donnent qu'un aperçu des renseignements auxquels l'enquête nous donne accès. Ainsi, outre l'amélioration de la connaissance du marché du travail régional et local, les résultats permettront à Emploi-Québec et ses nombreux partenaires d'optimiser les interventions auprès de leurs clientèles, que ce soit les individus ou les entreprises de la grande région estrienne.

▲

2. Seul le masculin est utilisé pour alléger le texte.

BILAN ANNUEL DE L'EMPLOI 2011 – ESTRIE

Notre bilan annuel de l'emploi a été diffusé récemment. Il trace un portrait du marché du travail estrien, en 2011. On y trouve entre autres de l'information sur les principaux indicateurs du marché du travail, sur l'emploi par secteurs d'activité, par catégories d'âges, etc.

La version complète est disponible sur :
emploiquebecestrie.net et
emploiquebec.gouv.qc.ca.

Les projets d'investissement

Par Sylvie Hallée

MRC Coaticook

Nom : **Sobey's Québec inc.**
Montant : Non précisé.
Pourquoi : Agrandissement du supermarché IGA à Coaticook. Début des travaux prévu au cours des prochains mois de l'année 2012.
Emplois : Non précisé.
(L'Indicateur des projets au Québec, édition du 15 avril 2012).

MRC Le Granit

Nom : **Municipalités d'Audet et de Saint-Romain**
Montant : Plus d'un million de dollars, incluant une aide financière du gouvernement du Québec.
Pourquoi : Audet : construction d'une patinoire extérieure multifonctionnelle. Fin des travaux prévue au début de l'automne 2012. Saint-Romain : aménagement d'une plate-forme multisports recouverte d'un dôme. Fin des travaux prévue en décembre 2012.
Emplois : Non précisé.
(La Tribune, 11 avril 2012).

MRC Le Haut-Saint-François

Nom : **Résidence pour personnes retraitées (nom inconnu)**
Montant : 11 millions de dollars.
Pourquoi : Construction, à Cookshire-Eaton, d'une résidence pour personnes retraitées. Le projet se réalisera en deux phases. Début des travaux en juin 2012 et accueil des premiers résidants prévu au printemps 2013.
Emplois : Création prévue de 30 emplois.
(Le Haut-Saint-François, 25 avril 2012).

MRC Le Val-Saint-François

Nom : **Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Val-Saint-François**
Montant : 900 000 $.
Pourquoi : Rehaussement des services de santé offerts aux aînés de la MRC : bonification de l'offre de services d'hébergement aux personnes en perte d'autonomie et augmentation des services de soutien à domicile.
Emplois : Non précisé.
(L'Étincelle, 9 mai 2012).

(suite à la page 4)

Les projets d'investissement

(suite de la page 3)

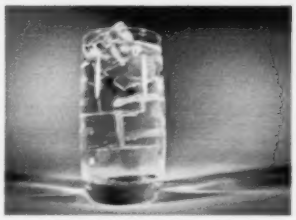
MRC Memphrémagog

Nom : **Banque TD Canada Trust**
Montant : Non précisé.
Pourquoi : Construction d'une succursale bancaire sur la rue Sherbrooke, à Magog. Ouverture prévue vers la fin de 2012 ou au début de 2013.
Emplois : Création prévue de 12 à 14 emplois.
(L'Indicateur des projets au Québec, édition du 15 mai 2012).

Nom : **Canton de Hatley et North Hatley**
Montant : 9,3 millions de dollars, dont 6,5 millions en aide financière du gouvernement provincial et 2,8 millions de la Régie intermunicipale des eaux Massawipi.
Pourquoi : Mise à jour des infrastructures d'approvisionnement en eau potable, notamment par la construction d'une usine de filtration. Les travaux devraient s'échelonner sur 18 mois.
Emplois : Non précisé.
(Le Reflet du Lac, 30 mai 2012).

Nom : **La Ferme Bleu Lavande**
Montant : 3 millions de dollars.
Pourquoi : Relance du site agrotouristique de Fitch Bay. Ouverture prévue en mai 2012.
Emplois : Maintien de 70 à 80 emplois, dont une quarantaine sont permanents et les autres saisonniers.
(La Tribune, 21 avril 2012).

Nom : **Municipalité d'Eastman**
Montant : 3,7 millions de dollars, dont 2,5 millions en aide financière du gouvernement provincial et quelque 1,2 million de la Municipalité d'Eastman.
Pourquoi : Construction d'une usine de traitement d'eau potable à partir du lac Orford.
Emplois : Non précisé.
(Le Reflet du Lac, 18 avril 2012).



Ville de Sherbrooke

Nom : **Centre de recherche clinique Étienne-Le Bel**
Montant : 31,7 millions de dollars.
Pourquoi : Construction, aux abords du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS)-Fleurimont, d'un bâtiment adjacent. Un étage sera réservé à la recherche clinique et un autre permettra d'accueillir de nouveaux équipements de recherche. Début des travaux prévu en juillet 2012 et la fin, au début de l'année 2014.
Emplois : Création d'emplois prévue, au fil des ans, nombre non précisé.
(La Tribune, 10 mai 2012 et 19 juin 2010)

(suite à la page 5)

Les projets d'investissement

(suite de la page 4)

Nom : **Centre Jean-Patrice-Chiasson en collaboration avec l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie**
Montant : 4,15 millions de dollars.
Pourquoi : Agrandissement et réaménagement des locaux afin d'y accueillir les services actuellement offerts à la Maison Saint-Georges. Le centre offre des services spécialisés en dépendances et santé mentale.
Emplois : Non précisé.
(La Tribune, 5 juin 2012).

Nom : **Centre jeunesse de l'Estrie**
Montant : 1,4 million de dollars.
Pourquoi : Rénovation et agrandissement du pavillon Lévesque, sur le site de Val-du-Lac. Début des travaux prévu pour l'automne 2012 et la fin, six mois plus tard.
Emplois : Non précisé.
(La Tribune, 29 mai 2012).

Nom : **Composites BHS inc.**
Montant : 2,84 millions de dollars, dont une aide financière remboursable de 325 000 $ du gouvernement provincial.
Pourquoi : Acquisition d'un bâtiment et ajout d'équipements de pointe. L'entreprise se spécialise dans les secteurs de l'aéronautique et du transport.
Emplois : Consolidation des 40 emplois actuels et création prévue d'une trentaine d'emplois, au cours des trois ou quatre prochaines années.
(La Tribune, 15 mai 2012).

Nom : **Firme Panache Immobilier**
Montant : 25 millions de dollars.
Pourquoi : Construction d'une première phase, près du parc André-Viger, de 55 unités domiciliaires de types variés. Deux autres phases sont prévues.
Emplois : Non précisé.
(La Tribune, 14 avril 2012).

Nom : **Frygy Cube International**
Montant : 500 000 $ (investisseurs privés).
Pourquoi : Commercialisation de « blocs réfrégirants géants », des systèmes électriques de stockage du froid visant à remplacer les mécanismes au diésel qui gardent au frais les aliments.
Emplois : Non précisé.
(La Tribune, 24 avril 2012)

(suite à la page 6)

Les projets d'investissement

(suite de la page 5)

Nom : **Office municipal d'habitation de Sherbrooke, conjointement avec « Le Parallèle de l'habitation sociale »**

Montant : 7 millions de dollars.

Pourquoi : Construction d'un édifice qui abritera 58 unités de logements sociaux et aménagement de 10 unités additionnelles dans un bâtiment adjacent. Fin des travaux prévue vers novembre 2012.

Emplois : Non précisé.

(L'Indicateur des projets au Québec, édition du 31 mai 2012).

▲

Le coin lecture

Par Danielle Gladu

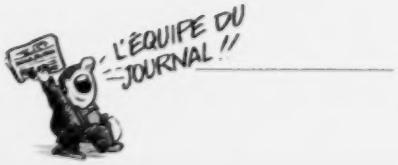
PANORAMA DES RÉGIONS DU QUÉBEC, ÉDITION 2012

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives, des municipalités régionales de comté (MRC) et des territoires équivalents (TE) qui les comprennent. L'édition 2012, qui vient de paraître, contient :

- ❑ un dossier thématique;
- ❑ onze thématiques analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, marché du travail, comptes économiques, conditions de vie et bien-être, investissements et permis de bâtir, mines, industrie bioalimentaire, utilisation des technologies de l'information, santé, éducation, ainsi que la culture et les communications;
- ❑ une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC et TE dans laquelle est analysée l'évolution de trois indicateurs clés : la population, le revenu personnel et le taux de travailleurs;
- ❑ un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Pour avoir accès à cette publication, consultez : Panorama des régions du Québec.

▲



Danielle Gladu, responsable
Richard Auclair
Manon Dubé
Sylvie Hallée
Hubert Létourneau

Pour tout commentaire ou suggestion :
manon.dube@mess.gouv.qc.ca

N. B. Le masculin n'est utilisé, selon la situation, que pour alléger le texte.